

# AUDITION SÉNATORIALE DE FO PRÉFECTURES ET SMI

MISSION « ADMINISTRATION GÉNÉRALE TERRITORIALE DE L'ÉTAT :  
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET CONTRÔLE DE LÉGALITÉ DES ACTES DES  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

FO A FAIT VALOIR LA VOIX DES PERSONNELS  
DES SERVICES DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ  
ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE



**Catherine BEN ASSAYA, Secrétaire Générale Adjointe et Claude BOISORIEUX, Déléguée régionale IDF ONT DEMANDÉ LA REVALORISATION DES MISSIONS DES CONTRÔLES DE LÉGALITÉ ET BUDGÉTAIRE DANS L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ÉTAT**

Le 14 mai 2025, notre délégation FO PREFECTURES et SMI, s'est rendue à une audition au sénat dans le cadre de la Mission AGTE (administration générale et territoriale de l'Etat).

Cette audition par Mme la sénatrice Florence BLATRIX-CONTAT portait sur le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités territoriales, missions essentielles mais souvent oubliées .

Notre organisation syndicale est intervenue en évoquant :

- ⇒ La baisse des effectifs ;
- ⇒ Des missions complexes et non attractives ;
- ⇒ Un besoin de renforcement du réseau, les promesses de la RGPP n'ayant pas été réalisées ;
- ⇒ Un besoin de formation ;
- ⇒ L'application ancienne et le sujet de l'IA ;

Et notre syndicat a surtout mis en avant comme axe d'amélioration les points suivants :

- ⇒ Interroger le terrain, écouter et recenser les besoins, accompagner au quotidien,
- ⇒ Renforcer les moyens en effectifs,
- ⇒ Faciliter l'accès aux formations dans le cadre de la prise de poste et la formation continue,
- ⇒ Élaborer et diffuser des grilles de contrôle,
- ⇒ Actualiser la circulaire de 2012,
- ⇒ Refonte de l'application @CTES,

Actuellement, le sujet du contrôle de légalité semble bien pris en compte au ministère de l'Intérieur puisqu'une mission va réaliser des déplacements dans 25 départements avec une feuille de route.

C'est un premier pas, mais il faut aller plus loin dans l'accompagnement.

**Pour FO, il faut valoriser ces missions, renforcer les moyens humains, promouvoir les agents de ces services dans les campagnes d'avancement, et nous revendiquons l' Indemnité Temporaire de Mobilité sur les postes de contrôle de légalité.**

